

# les chaises vides



Bulletin intérieur du Collectif de défense des sans-papiers 02 — N°17 — 21 sept. 2007

## Lettre ouverte aux policiers syndicalistes

La chasse aux sans-papiers conduit à des situations humainement insupportables que leur conscience ne peut ignorer.

par **Brigitte Wieser** et **Richard Moyon**,

membres du **Réseau Education Sans Frontières**.

Les consignes données aux services de police de faire du chiffre à tout prix en matière de chasse aux étrangers en situation irrégulière conduisent de plus en plus fréquemment à des situations humainement insupportables. Opérations massives et répétées dans les quartiers populaires et aux sorties de métro, contrôles d'identité au faciès (pudiquement couverts du terme d'extranéité), interpellation d'hommes et de femmes qui ne sont en rien des délinquants mais dont le tort est d'avoir cru trouver un avenir pour eux et surtout pour leurs enfants.

L'humiliation des menottes, de la fouille au corps, de la cellule crasseuse ; le coup de fil à la famille pour dire que papa ou maman ne rentrera pas ce soir... ni les suivants ; la prostration ou la rage, les tentatives de suicide, les automutilations ; les scènes de désespoir dans les avions, les coups, les passagers écoeurés. Et maintenant les familles arrêtées à domicile, au petit matin, papa maman menottés devant les enfants, ou les grévistes de la faim arrêtés dans la classe de leurs propres enfants. La question de l'immigration ne sera pas résolue de cette façon. Quand on a affaire à des milliers d'individus prêts à se jeter à mains nues sur les barbelés de Ceuta et de Melilla ou à s'embarquer sur des rafiots dont ils savent que presque la moitié n'iront pas au bout du voyage, la police française ne les arrêtera pas, et heureusement, parce qu'il y faudrait les moyens de la dictature ! Les chiffres annuels exigés des préfetures (125 000 mises en cause, 25 000 expulsions réparties en quotas départementaux, par exemple 45 pour l'Aisne, 60 pour la Marne, 111 pour les Ardennes, 75 pour la Somme, 3 680 pour Paris...) sont monstrueux dans leur formulation même. Ce délire planificateur n'est utile qu'à la gloire du ministre. Cela vaut-il de briser des vies par dizaines de milliers, de faire faire un sale boulot aux fonctionnaires, de leur faire expulser des gamins qui sont peut-être dans la classe de leurs propres enfants et de les faire passer pour des brutes en France et à l'étranger ? Que peuvent penser les policiers quand, comme cela se produit régulièrement à Paris, des habitants (et pas des voyous !) se rassemblent pour prévenir les étrangers, saboter les rafles et parfois les contraindre à partir sous les huées ? Quand, comme à Amiens, un enfant de 12 ans prend le risque de se tuer en tombant du quatrième étage plutôt que d'avoir affaire à la police française ? Quand des enfants, ceux des sans-papiers mais aussi leurs copains de classe, ont la peur au ventre lorsqu'ils croisent un uniforme ? Quand leur action conduit une jeune femme de 22 ans à être incarcérée pendant que son mari se cache et que son enfant de 2 ans est confié à l'aide sociale à l'enfance ? Quand on leur demande de procéder à des expulsions en moins de quarante-huit heures pour échapper au contrôle du juge des libertés et de la détention ? Quand, comme cela s'est produit en Guinée, des voyageurs croient se venger en molestant des policiers de la PAF ?

Nous ne pouvons pas croire que cela ne pose pas de vrais problèmes de conscience à un grand nombre de policiers. Nous le savons, en réalité, à le lire dans les yeux des gendarmes qui, dans les enceintes des tribunaux administratifs, voient des enfants arrachés aux bras de leur père maintenu en rétention, par le récit de sans-papiers qu'un policier humain a laissé filer, par ce que nous disent discrètement des policiers bien plus nombreux qu'on ne croit, parfois très gradés.

Les policiers ont, comme tout le monde, le droit (le devoir !) de s'interroger sur les missions qu'on leur confie. La traque des étrangers, les contrôles au faciès, la chasse aux enfants, aux nourrissons et aux amoureux, le démantèlement des familles : tout ce qu'on leur impose pour la gloriole d'un communiqué satisfait n'est pas acceptable. Il ne s'agit pas de rendre les policiers responsables de décisions politiques prises par d'autres. Mais que leurs syndicats fassent entendre leur voix pour dire que la coupe est pleine. Qu'on ne fera pas faire n'importe quoi aux fonctionnaires, et qu'au-dessus de lois de circonstances et de la démagogie existent des valeurs au service desquelles ils devraient être.

(Article paru dans *Libération* du 14 septembre 2007)

## Mobilisation pour La famille mongole !

Nous avons présenté dans le n°16 le cas de cette famille de réfugiés politiques venus de Mongolie, vers « le pays des droits de l'Homme ». Le 28 juillet, un parrainage républicain a eu lieu à la mairie de Lappion, par le maire et conseiller général P.-M. Lebé.

**Une famille ballottée par la préfeture**

La petite Amarzaya, 5 ans, est ballottée d'une école (Saint-Exupéry à Laon), où elle avait reçu un fort soutien des parents d'élèves (1ère pétition). Après le rejet de la demande d'asile, la famille a dû quitter Laon. Elle a été hébergée dans un foyer situé à Merval, pas loin de Fismes, à 31 km de Laon.

**Une convention qui empêcherait de scolariser ???**

Ce foyer n'est pas fait pour accueillir des familles. Une convention – qui nous paraît totalement illégale et scandaleuse – élaborée par la directrice du foyer et les mairies des environs, prévoirait qu'on ne scolarise pas les enfants du foyer ! A titre exceptionnel (sic !), on aurait admis Amarzaya à l'école...

**Ils sont sous notre protection**

Le CDSP 02 a placé récemment cette famille sous sa protection... La famille a quitté le centre de Merval et a été relogée ailleurs, sous la protection de défenseurs des Droits de l'Homme.

**Manifestation chaque semaine !**

Désormais, nous manifesterons tous les samedi à Laon, place des Droits de l'Homme, pour réclamer la régularisation de cette famille !



1ère manifestation à Laon, le 20 septembre

**Signez la pétition ! (voir au dos)**

Nous ne laisserons pas toucher à un cheveu de la famille P.

Nous réclavons qu'ils soient logés sur Laon, qu'Amarzaya puisse retourner dans son école. Et nous voulons des papiers pour la famille P.

## Rassemblement à Laon tous les Samedi, à 14 h. place des Droits de l'Homme (place de la gare) Régularisation !

Les tests ADN, « mesure incompatible avec la convention européenne des droits de l'Homme », selon Amnesty International.



Selon M. Delouvin, d'Amnesty International, cet amendement sous entend que les demandeurs de visa sont considérés comme des fraudeurs à qui l'on devrait faire passer un test génétique avant de poser un pied sur le territoire français. « Nous émettons une expresse réserve, car une fois de plus on risque de voir les étrangers comme des fraudeurs. On va stigmatiser l'étranger, on va le montrer du doigt. Puis cette mesure va renforcer le pouvoir des consulats. ». Et l'application du test ADN est doublement discriminatoire. « C'est très coûteux, entre 200 et 600 €, par conséquent discriminatoire. ». Et du fait qu'il soit facultatif, on

peut se demander si, le fait de ne pas s'y soumettre, ne vas pas automatiquement classer les réfractaires dans la catégorie des tricheurs. (d'après le site *Afrik.com*)

**Collectif de défense des sans papiers de l'Aisne**, membre de RESF

**cdsp02@wanadoo.fr**

**<http://www.cdsp02.net/>** et **<http://www.educationsansfrontieres.org/resf02>**

soutenu par : Ligue des Droits de l'Homme de Picardie, de Soissons, de Chauny-Tergnier, Fédération de parents d'élèves FCPE de l'Aisne, Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (ASTI), SUD Education, FSU, Union Locale-CGT de Soissons, Union Locale-CGT de Château-Thierry, SDEN-CGT, SNES-FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Education, Comité de Lutte lycéen de Nerval, Sud Santé Sociaux, Syndicat National Unifié des Impôts, Syndicat National des Agents de la Direction Générale des Impôts – CGT, Confédération Syndicale des Familles (CSF), Parti Communiste Français (PCF), Mouvement de la Jeunesse Socialiste (MJS), Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), Les Verts de l'Aisne, Alter Ekolo, Groupe Kropotkine de la Fédération Anarchiste, Union Juive Française pour la Paix (UJFP), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement – Terre solidaire, Action Catholique Ouvrière, Madomé (Braine France-Mandiakuy Mali)